



AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES FEMMES A TRAVERS UNE REFORME POSITIVE DE LA COMMANDE PUBLIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

BULLETIN D'INFORMATION # 2. MARS 2024

AUTONOMISER LES FEMMES, ET TRANSFORMER LES ÉCONOMIES À TRAVERS LA COMMANDE PUBLIQUE SENSIBLE AU GENRE

Bienvenue dans la seconde édition du bulletin d'information du projet de réforme positive des marchés publics en Afrique de l'Ouest. Nous sommes ravis de partager avec vous les résultats obtenus dans le cadre de la promotion de l'autonomisation économique des femmes au Sénégal, au Mali, au Nigeria et en Côte d'Ivoire. Ce projet de trois ans, financé par We-Fi via la Banque Africaine de Développement (BAD) avec un budget total de 4 millions de dollars, promeut un changement inclusif des pratiques et des politiques d'approvisionnement, améliorant ainsi l'accès et la participation des femmes entrepreneurs dans les marchés publics. Au cours de l'année écoulée, des progrès significatifs ont été accomplis dans la promotion de pratiques de passation de marchés sensibles au genre et dans la création d'un environnement favorable aux entreprises dirigées par des femmes.

Explorons ensemble les résultats significatifs du projet et des récits inspirants qui illustrent le chemin parcouru !

VOUS AVEZ MANQUÉ NOTRE PREMIÈRE ÉDITION ? ELLE EST DISPONIBLE CI-APRÈS: [English](#) / [French](#)



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT



we-fi
WOMEN ENTREPRENEURS
FINANCE INITIATIVE





PROMOUVOIR LES RÉFORMES SENSIBLES AU GENRE ET IMPULSER LE CHANGEMENT PAR LE BIAIS DE RÉFORMES POLITIQUES



No de politiques en faveur de la commande publique sensible au genre : **4**

No de réglementations en faveur de la commande publique sensible au genre : **1**

Au **Sénégal**, en étroite collaboration avec le gouvernement, le projet a conduit à l'intégration de principes sensibles au genre dans les cadres réglementaires, ce qui s'est traduit par l'adoption du décret n° 2022-2295, qui a introduit **une définition claire des entreprises appartenant à des femmes et un système de quotas pour les entreprises appartenant à des femmes dans les marchés publics**. Le décret comprend également des clauses préférentielles visant à promouvoir la diversité et l'inclusion des genres en donnant la priorité à l'évaluation des offres soumises par les femmes entrepreneures dans les appels d'offres.

Au **Nigeria**, le projet a appuyé le gouvernement dans l'élaboration de la **première politique d'autonomisation économique des femmes du pays**, dont l'un des principaux moteurs est la passation de marchés publics, qui a été approuvée par le Président, lequel a ensuite

créé un conseil consultatif de haut niveau dont le secrétariat est assuré par ONU Femmes. En outre, au niveau infranational, le **gouvernement de l'État de Kaduna** a élaboré une **politique de passation de marchés inclusive** avec un quota spécifique pour les entreprises détenues par des femmes, et dans l'État de Lagos, des **clauses spécifiques de passation de marchés sensibles au genre** ont été incluses dans les réglementations et les lignes directrices en matière de passation de marchés.

Au **Mali**, dans le cadre des activités visant à créer un environnement propice à la croissance des entreprises féminines, et en collaboration avec le ministère de l'Entrepreneuriat national, le projet a apporté son soutien au développement de la **stratégie nationale de développement de l'entrepreneuriat** afin d'intégrer l'accès des femmes aux marchés publics en tant que pilier essentiel.

Nombre d'agents publics formés : **191**

Nombre d'institutions formées : **22**



Application et durabilité des réformes. De belles réformes peuvent être conçues sans être transposées dans la réalité parce que n'étant tout simplement pas appliquées. Pour y palier, le projet a investi dans le renforcement de politiques en faveur de la commande publique sensible au genre. 191 fonctionnaires parmi 22 institutions des pays participant au projet ont été formés à différents aspects de la passation de marchés publics tenant compte de la dimension de genre, contribuant ainsi à institutionnaliser des pratiques inclusives de genre dans les processus de passation de marchés au-delà du projet lui-même.

OUTILLER LES FEMMES FACE AUX OPPORTUNITÉS DE MARCHÉS : INVESTIR DANS LA FORMATION ET L'ACCOMPAGNEMENT



Nombre de femmes formées : **1900**

Au Sénégal, plus de **500 femmes entrepreneures** ont acquis des compétences clés pour se préparer à accéder aux marchés des secteurs public et privé. Les formations portaient notamment sur les **processus de passation de marchés, le marketing numérique et l'inclusion financière**. Au Mali, le renforcement des capacités, la formation et le soutien technique apportés à **270 PME dirigées par des femmes ont amélioré leur capacité à accéder aux marchés**. Au Nigeria, le soutien du projet a permis à **plus de 800 femmes,**

d'améliorer leurs capacités à tirer parti de la technologie et d'améliorer leurs connaissances financières, ce qui s'est traduit par une participation accrue et plus de réussite dans les processus de passation de marchés. En Côte d'Ivoire, le soutien apporté à près de **280 PME** dirigées par des femmes a considérablement modifié la perception qu'avaient les femmes des marchés publics, grâce à une formation complète facilitant l'accès des femmes aux opportunités de marchés.



MAINTENIR LES CONNEXIONS ET RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ : PERSPECTIVES DU SÉNÉGAL

Depuis 2018, ONU Femmes soutient l'accès des femmes aux marchés publics au Sénégal, d'abord par le biais d'un projet financé par We-Fi via la Banque mondiale, et maintenant par un soutien continu de We-Fi via la BAD. À la suite d'une formation destinée aux femmes entrepreneures sur l'accès aux marchés publics, ONU Femmes a mis en place des groupes WhatsApp parmi les participantes à la formation. Ces groupes restent très actifs aujourd'hui, servant de plateformes vitales pour les femmes afin de maintenir les liens et d'encourager la collaboration. Dans ces espaces virtuels, les participantes échangent des informations sur les appels d'offres, partagent des conseils, se soutiennent mutuellement dans les processus de candidature et s'engagent dans la sous-traitance. Dans le cadre du projet actuel, cette stratégie est renforcée par la création de nouveaux groupes WhatsApp au Sénégal, au Nigeria et au Mali consécutivement aux sessions de formation effectuées.

DÉVELOPPER LES OPPORTUNITÉS DE MARCHÉS POUR LES FEMMES ENTREPRENEURES



Nombre de femmes ayant postulé à des opportunités de marchés : **482**
Nombre de femmes enregistrées en tant que fournisseurs sur la plateforme UNGM : **188**
Nombre de marchés gagnés : **79**

Au moins 670 PMEs dirigées par des femmes dans les quatre pays ont eu accès à de nouvelles opportunités de marchés publics. Au Mali, **30 entreprises dirigées par des femmes ont obtenu 17 nouveaux contrats d'approvisionnement**, pour un montant total de **745 977,48 USD**. L'impact de ces contrats va au-delà des gains financiers en renforçant la confiance des femmes entrepreneures ainsi que la durabilité de leurs entreprises.

Au Nigeria, en décembre 2023, **un symposium sur l'égalité des sexes a été organisé pour 100 entreprises dirigées** par des femmes. Toutes les participantes sont désormais enregistrées en tant que fournisseurs auprès des agences des Nations unies. Dans l'ensemble, plus de **200 soumissions à des appels d'offres ont été enregistrées** par des femmes entrepreneures dans le cadre de marchés publics et privés, et au moins **10 ont été couronnées de succès**.

En Côte d'Ivoire, des sessions de formation sur les outils numériques et les procédures de passation de marchés ont permis aux PME d'être compétitives, ce qui s'est traduit par **52 appels d'offres gagnés**.



Photo: Onu Femmes

En outre, dans les quatre pays de mise en œuvre, **188 PME dirigées par des femmes ont été accompagnées à s'inscrire en tant que fournisseurs sur la plateforme du Marché mondial des Nations unies (UNGM)**, ouvrant ainsi des possibilités de signer des contrats avec le système des Nations unies à l'avenir, et au-delà de la fin de ce projet.

RELEVER LES DÉFIS DE LA CONFORMITÉ AU NIGERIA

Au Nigeria, les questions de conformité constituent des obstacles importants pour les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes dans les processus de passation de marchés publics et privés. Dans les marchés publics, les difficultés proviennent souvent des exigences complexes en matière de documentation et des procédures bureaucratiques, qui peuvent dissuader les PME d'y participer efficacement. De même, dans les marchés publics privés, les PME sont confrontées à des obstacles tels que l'accès limité à l'information sur les possibilités de marchés publics et la difficulté de répondre aux critères stricts fixés par les grandes entreprises en matière de fournisseurs. Pour adresser ces problématiques, nous avons mis en place un service d'assistance à la conformité pour accompagner les PME dirigées par les femmes. Grâce à cette initiative, nous avons aidé 116 femmes à améliorer leurs processus afin d'être prêtes en matière de conformité.



MODÈLES DE RÉUSSITE EN AFRIQUE DE L'OUEST

LE PROJET A PERMIS AUX FEMMES ENTREPRENEURES DE DÉCROCHER DES CONTRATS POUR DES ÉVÉNEMENTS MAJEURS TELS QUE LA COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS 2024.

«La formation m'a aidée à mettre à jour le cadre juridique de mon entreprise, ce qui m'a permis de me qualifier pour des contrats plus importants. En conséquence, j'ai réussi à obtenir trois contrats pour la Coupe d'Afrique des Nations 2024 en Côte d'Ivoire». Mme Yahamatou Kano Memel, Dirigeante BURINFORT



Lien Video interview :
[Video Interview Mrs Memel](#)

DIALLO FATOUMATA SACKO, PHARMACIENNE ET GÉRANTE DE LA PHARMACIE KADIATOU KONTA À NIAMANA, AU MALI

Mme Diallo a eu l'occasion de participer à une formation sur les stratégies de marchés publics organisée. A l'issue de cette formation et consciente de l'opportunité, l'équipe du projet ONU Femmes s'est rapprochée des services techniques de la compagnie d'assurance CIGNA qui cherchait à signer une convention avec une pharmacie de la place, facilitant ainsi l'accès aux produits pharmaceutiques pour leurs assurés. «Après discussion, nous avons signé la convention en septembre et suivi une formation sur le traitement des ordonnances selon leurs directives. C'était l'occasion pour notre pharmacie de gagner de nouveaux clients et d'augmenter notre chiffre d'affaires».



COLLABORER AVEC LE SECTEUR PRIVÉ POUR PROMOUVOIR LA DIVERSITÉ DANS LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Nombre WEPS signés : 197

Au **Nigeria**, par exemple, nous avons créé des forums du secteur privé pour promouvoir la diversité des fournisseurs en tenant compte de l'égalité des sexes. Dans l'État de Kaduna, 35 organisations du secteur privé font partie du forum. En 2024, le forum de Lagos se concentrera sur la représentation des femmes dans leurs chaînes d'approvisionnement et sur l'amélioration de l'accès aux opportunités de marchés publics.

En **Côte d'Ivoire**, une réunion coorganisée par le projet et l'Association nationale des employeurs s'est focalisée sur les marchés publics inclusifs et sur le plaidoyer pour l'achèvement des réformes en faveur de l'autonomisation économique des femmes.

Le séminaire a souligné le rôle central du **soutien du secteur privé dans la réalisation de l'ODD 5**, compte tenu de son influence sur les questions nationales d'emploi, d'investissement et de gestion de la chaîne d'approvisionnement.

Au total, près de 200 nouvelles entreprises ont signé les principes d'autonomisation des femmes d'ONU Femmes depuis le début du projet. **Le principe 5 d'autonomisation des femmes** vise à mettre en œuvre des pratiques de chaîne d'approvisionnement et de marketing qui favorisent l'autonomisation des femmes et permet aux entreprises d'influencer leurs partenaires commerciaux par le biais de politiques inclusives dans la chaîne d'approvisionnement.



ASSURER LA CONTINUITÉ GRÂCE À DES PARTENARIATS SOLIDES

Outre le secteur privé, le projet a établi un certain nombre de partenariats stratégiques visant à améliorer la portée des activités du projet, à amplifier l'impact du projet et à renforcer l'appropriation et la durabilité des actions du projet.

Au niveau national, ONU Femmes a établi des partenariats avec des agences gouvernementales, des secteurs privés et des associations de femmes d'affaires afin d'assurer la mise en œuvre et la durabilité des activités du **projet. Le partenariat avec DO Take Action a soutenu près de 800 entreprises dirigées par des femmes dans les quatre pays de mise en œuvre, leur permettant de bénéficier des marchés publics et privés.** Le programme de formations porte sur le digital, l'amélioration des compétences en matière de développement des entreprises et des connaissances financières.

Au **Nigeria**, des partenariats avec l'Agence des marchés publics de l'État de Lagos (LSPPA) et l'Autorité des marchés publics de l'État de Kaduna (KADPPA) visent à intégrer des pratiques d'approvisionnement positives, ainsi que des collaborations avec des organisations à but non lucratif telles que WISCAR, la Fondation Zamani et le PPDC, qui prônent la transparence. Des discussions avec le FENU sont en cours pour soutenir l'inclusion numérique et l'accès au financement des femmes entrepreneures.

Au **Sénégal**, ONU Femmes collabore avec l'Agence nationale des marchés publics (ARCOP), l'Agence nationale des PME (ADEPME) pour améliorer l'accès des femmes entrepreneures aux marchés publics, tandis que le partenariat avec le Fonds national de garantie (CDMP) les aide à obtenir des garanties pour les marchés publics.

Au **Mali**, les partenariats avec l'Agence nationale des marchés publics, la MINUSMA, Impact Her et la Chambre de commerce s'appuient sur les technologies numériques pour soutenir les femmes entrepreneures.

De même, en **Côte d'Ivoire**, ONU Femmes collabore avec des organismes gouvernementaux, le ministère de la Femme, la Direction des marchés publics, la Fondation SEPHIS, l'Agence nationale de promotion des PME et Kaizen International pour soutenir les femmes entrepreneures après le COVID-19.

Au **niveau régional**, le projet travaille avec le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et Open Contracting Partnership (OCP) pour améliorer la compréhension des liens entre la commande publique sensible au genre, l'intégration régionale/continentale et l'amélioration des cadres juridiques régionaux dans le domaine de la passation des marchés. En 2023, la collaboration d'ONU Femmes avec OCP a amplifié le plaidoyer du projet dans les cercles politiques, notamment à travers un dialogue politique réussi sur les réformes régionales des marchés publics sensibles au genre en Afrique de l'Ouest. Cet événement a rassemblé 86 participants, dont des agences nationales de passation de marchés, des institutions intra-régionales et des organisations de femmes entrepreneures à travers 10 pays

PISTES DE RÉFLEXION

En Afrique de l'Ouest, 95% des femmes qui travaillent sont dans le secteur informel¹

Redéfinir les opportunités : Les femmes restent largement employées dans le secteur informel en Afrique de l'Ouest avec un taux de 95%. Prioriser leur accès aux marchés publics n'est pas seulement une question d'égalité entre les hommes et les femmes, c'est aussi une question de restructuration du paysage économique.

En donnant aux femmes les moyens de participer à des activités économiques formelles telles que les marchés publics, nous débloquons une source importante de potentiel inexploité, ce qui favorise l'innovation, stimule la croissance économique et une société plus inclusive pour tous !

¹ ILO, The Transition from the Informal to the Formal Economy in Africa, Background paper for the GEPR Chapter 5 "The transition to formality: Comparing policy approaches in Africa, Asia and Latin America", Background Paper N°2 December 2020





NOTRE ACTU EN LIGNE!

- Nigeria_UN, Federal Government, Others Partners
On Procurement Opportunities For Female Entrepreneurs
- Nigeria_Affirmative Procurement: Lagos Procurement Agency,
Un Women Collaborate On Trainings
- Senegal_Partenariat ONU Femmes ARCOP En Faveur
De La Commande Publique Sensible Au Genre
- Senegal_Formation De Femmes Entrepreneures
Sur La Commande Sensible Au Genre
- Mali_ONU Femmes Ministere De l'Emploi Et De La Formation
Professionnelle ARMDS_Formation Acteurs Publics
- Mali_ONU Femmes Ministere De l'Emploi Et
De La Formation Professionnelle ARMDS Formations
- Cote d'Ivoire_Autonomisation De La Femme : ONU Femmes
Forme Plusieurs Femmes Sur La Commande Publique
- Cote d'Ivoire_ONU Femmes Engagé A Promouvoir
L'accès Des Femmes Entrepreneures Aux Marchés Publics

Senegal

Mali

Nigeria

Côte d'Ivoire